

# Nasser Abu Hamid est décédé dans les prisons israéliennes



Ce mardi 20 décembre 2022, Nasser Abu Hamid, prisonnier politique palestinien, est décédé à 50 ans d'un cancer du poumon avancé alors qu'il était à l'hôpital israélien Assaf Harofeh. Auparavant, il était détenu dans la clinique carcérale de la prison israélienne de Ramleh, laquelle est connue pour ses violations systémiques des droits de l'homme à l'encontre des prisonniers palestiniens malades.

Nasser Abu Hamid, du camp de réfugiés Al Amari (près de Ramallah), détenu depuis plus de 20 ans, était un des dirigeants reconnus de la 2ème Intifada, à laquelle il avait contribué aux côtés de Marwan Barghouthi.

Il était atteint d'un cancer du poumon qui a été détecté à un stade avancé de la maladie en août 2021. Détenu dans des conditions plus que déplorables, il n'a pas reçu les soins adaptés à son cancer. Malgré les appels de son avocat et de plusieurs organisations humanitaires telles que le Comité international de la Croix-Rouge, aucune des demandes de libération anticipée pour lui permettre de mourir entouré de sa famille n'ont été acceptées.

Son décès est une conséquence directe de la négligence, et de la maltraitance médicale de la part du service pénitentiaire israélien.

Par ces pratiques, Israël viole de nombreuses conventions internationales dont la IVe convention de Genève - y compris l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des prisonniers - toutes ratifiées par Israël et obligatoires pour Israël en tant que puissance occupante.

Une grève générale a été déclarée en Cisjordanie occupée ce mardi en signe d'indignation face à la mort de Nasser Abu Hamid.

Ces violations sont systémiques : environ 600 prisonniers palestiniens malades sont détenus dans les prisons de l'occupation israélienne, plus de 200 d'entre eux souffrant de maladies chroniques et 24 prisonniers sont diagnostiqués avec un cancer et d'autres maladies graves.

Ainsi, Ahmad Manasra, 20 ans, emprisonné depuis l'âge de 13 ans, est placé à l'isolement depuis plusieurs mois alors qu'il est atteint de troubles mentaux notamment dus à ses conditions de détention et que les soins nécessaires ne lui sont pas dispensés. Les différentes demandes pour sa libération d'experts de l'ONU, d'ONG humanitaires sont restées sans effet.

Depuis 1967, Nasser Abu Hamid est le 233e prisonnier palestinien décédé dans les geôles israéliennes, dont 74 suite à négligence médicale.

Sa famille n'a pas été épargnée : leur maison a été démolie plusieurs fois, la dernière en 2019.

Et cela continue : le corps de Nasser Abu Hamid n'a pas été rendu à sa famille : les autorités israéliennes ont transféré son corps à l'institut de médecine légale à Abu Kabir. Sa famille ne sait pas quand elle pourra inhumer Nasser. Onze corps de prisonniers palestiniens décédés lors de leur détention n'ont pas été rendus à leur famille.

Il s'agit là de deux types de punition collective infligés aux familles ; les punitions collectives étant interdites par le droit international.

Au 12 décembre, 4700 prisonniers politiques palestiniens sont détenus dans les geôles israéliennes. 835 d'entre eux (dont 3 enfants) sont détenus sous le régime de la détention administrative, c'est-à-dire sans qu'une charge ne soit communiqué, ni jugement prononcé. L'emprisonnement des palestiniens est une des pratiques exercées par l'État israélien pour dominer et contrôler le peuple palestinien. Les prisonniers politiques palestiniens doivent être libérés !

Israël ne respecte pas la vie, ne respecte pas les droits humains auxquels le peuple palestinien a droit, où qu'il se trouve.

Ce n'est pas acceptable. La France, l'Union Européenne ne peuvent fermer les yeux plus longtemps. Il est temps qu'ils aient le courage de prendre leurs responsabilités. La France et l'Union Européenne doivent prendre des sanctions contre Israël pour le contraindre à respecter le droit et mettre fin à son régime d'apartheid.

*Le Bureau national de l'AFPS le 21 décembre 2022*